Enquête territoires : des dynamiques climat bien engagées

Souhaitant évaluer l'usage et l'impact de ses données et en chemin mesurer l'avancement des démarches territoriales, l'Observatoire Climat a mené une enquête d'avril à juin 2019 auprès des territoires des Hauts-de-France. Quelques résultats marquants.

Des dynamiques multiples et imbriquées

D'ici la mi-2020, au moins 3/4 des 60 territoires « obligés réglementairement » auront adopté leur Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) et un an plus tard, tous l'auront fait. Ainsi **97 % de la population des Hauts-de-France vivra donc sur un territoire engagé dans une dynamique locale liée au climat**.

Dans le même temps, sur les 27 territoires interrogés de façon plus détaillée (et qui représentent environ 70 % de la population régionale), 85 % combinent au moins deux démarches parmi celles concernant la transition climatique (PCAET, COT TRI, Territoire démonstrateur Rev3, CTE, EPE) et en moyenne, ce sont 3 démarches qui sont menées simultanément. Non pris en compte dans l'enquête, il conviendrait d'ajouter à ce chiffre d'autres démarches liées au climat telles que les Tepcv ou Tepos, Territoire Zéro Déchet ou encore Cit'ergie.

Intéressant aussi : à la question posée sur **l'existence d'un lien entre ces démarches et une approche globale du développement durable**, la réponse est presque toujours positive ; les sujets climat-énergie incitant naturellement à cette transversalité. Par contre, les Objectifs de Développement Durable (ODD), eux restent très peu connus et ne sont utilisés comme référence que dans 3 des territoires interrogés.

Des diagnostics le plus souvent délégués

Sur le panel de territoires, 80 % des diagnostics initiaux de PCAET sont terminés (64%) ou en cours (16%). **Dans près de 9 cas sur 10, ce travail a été confié à un ou plusieurs des 19 bureaux d'étude mentionnés** dans le cadre de cette enquête. Cette ingénierie externe est souvent complétée par l'appui d'ingénieries de proximité portées par les agences d'urbanisme, syndicats mixtes, syndicats d'énergie ou par l'agence locale de l'énergie et du climat (ALEC) du Sud de l'Aisne.

Le plus souvent, cette sous-traitance n'empêche par le recours aux outils de modélisation avec en tête l'outil ESPASS, mis à disposition par l'Observatoire Climat et utilisé par 11 des 24 territoires concernés par ces recours.

Enfin il est à noter que la mobilisation d'un bureau d'étude externe pose parfois le problème de la maîtrise et de la récupération des données. Dans l'urgence des bouclages et des restitutions, le territoire se contente souvent d'un document papier ou d'un diaporama, oubliant de récupérer les données brutes et les méthodes utilisées pour faire le diagnostic. Un oubli qui pourrait s'avérer coûteux quand viendra le temps de la mise à jour et du suivi de ces données.

L'Observatoire, un outil connu des territoires mais...

Parmi les données utilisées pour l’élaboration des diagnostics figurent dans 3/4 des cas, celles de l’Observatoire. L’Observatoire est aujourd’hui bien connu des personnes chargées des dynamiques climat-énergie dans les territoires même si le plus souvent, elles utilisent les publications « papier » mais ne traitent pas directement des données proposées.

Le site web de l’Observatoire, principal lieu d’accès au données brutes ou mises en forme, est globalement apprécié ; mais son ergonomie reste mal maîtrisée. Ainsi les données régionales, territoriales et les ressources documentaires mises à disposition paraissent encore sous-utilisées.

Déjà testée dans le cadre du dernier Atelier « Données Territoriales », une pédagogie de l’usage concret du site et de l’accès aux données, reste donc à développer.

Un accompagnement à renforcer, parmi d’autres, fortement réclamés par les territoires, en mal de réseaux et de rencontres.

Carte de l'état des lieux des PCAET

Carte PCAET en Hauts-de-France - Etat des lieux novembre 2019 Format (PDF)
Télécharger en pdf